La preuve à l'épreuve : réflexions sur la doctrine du gouvernement expérimental

Introduction

Dans la plupart des démocraties occidentales, on assiste au grand retour de l'expérimentation comme moyen de conduite et d'évaluation des politiques publiques. L'idée est généralement d'éclairer la décision publique de façon objective tout en associant les citoyens, de plus en plus méfiants à l'égard des experts et des autorités publiques. Tester des solutions innovantes *sur* et *avec* le terrain permettrait alors de sortir des croyances dogmatiques pour installer un apprentissage dynamique et réciproque entre les différentes parties prenantes d'une « *experimenting society* ».

La doctrine du gouvernement expérimental

Dans ce contexte, certains acteurs défendent l'idée d'un « gouvernement expérimental », appelant les décideurs publics à fonder leurs politiques « sur les preuves ». L'objectif serait de s'assurer de ce qui marche réellement sur le terrain (« what works »). S'inspirant de la psychologie expérimentale de Donald T. Campbell (1973), ces approches reposent souvent sur le développement d'états de l'art systématiques et la hiérarchisation de niveaux de preuves, les niveaux de preuve les plus élevés étant obtenus par le biais d'essais randomisés contrôlés sur le modèle des essais cliniques en médecine.

Une telle orientation n'est absolument pas neuve. Comme le rappelaient déjà Pawson et Tilley en 1997, elle fleurit dans les années 70, pour se heurter assez rapidement à des difficultés de mise en œuvre, d'interprétation, puis d'utilisation des résultats. Par exemple, en 1974, une célèbre méta-analyse de Martinson portant sur plus de 200 études de réformes carcérales révélait en creux : « nothing works ». Que faire alors ? Ce qui est sûr, c'est que ces difficultés, et d'autres encore, n'ont pas mis fin au débat et qu'en bientôt 50 ans l' « experimenting society » se fait toujours attendre...

De l'expérimentation à l'enquête

Une autre orientation postule que les problèmes sociaux ne se présentent pas comme les problèmes habituellement traités en science mais comme des « *wicked-problems* » (Rittel et Webber, 1973). Cela signifie entre autres qu'il n'y a pas de formulation définitive des problèmes sociaux, qu'ils n'appellent pas de réponse logique de type Vrai-Faux, ni de test immédiat ou définitif d'une solution. Toute solution à un *wicked-problem* est singulière, elle s'inscrit dans un ensemble non dénombrable de solutions potentielles et d'opérations admissibles pour définir un plan d'actions donné.

L'idée que les situations sociales ne se donnent pas comme des problèmes « apprivoisés » (tame), mais plutôt comme des multiples indifférenciés dont on ne peut clore les propriétés une bonne fois pour toute fait écho à une tradition de l'enquête, en particulier telle que théorisée par le philosophe pragmatiste américain John Dewey. Redécouverte aujourd'hui, sa théorie de l'enquête (« inquiry ») définit l'expérimentation comme un processus temporalisé et localisé au cours duquel une situation indéterminée est progressivement déterminée par un groupe social : la communauté d'enquête.

Vers des sciences plus immersives ?

En 1927, Dewey déclarait déjà dans *Le Public et ses problèmes* : « *La formation des États doit être un processus expérimental.* [...] Et comme les conditions d'action, d'enquête et de connaissance sont sans cesse changeantes, l'expérimentation doit toujours être reprise ». Notons que les

« problèmes » dont parle Dewey ne contiennent qu'une détermination *partielle* des situations réelles, ne correspondant qu'à certaines caractéristiques factuelles accessibles à un moment donné. Confrontant les contenus idéels aux réalités locales, l'enquête deweyienne n'aboutit ainsi jamais à des solutions définitives.

Certains dispositifs d'expérimentation contemporains suivent une telle orientation sans s'y réduire. Par exemple, de nouvelles formes de laboratoires, nommés « Living Labs », tentent de dépasser la logique expérimentale classique pour l'articuler à une logique expérientielle. Intégrant le caractère dynamique et situé des processus d'expérimentation, ces laboratoires « vivants » appellent à une conception renouvelée de l'expérimentation dans les politiques publiques et nous orientent peut-être vers des régimes scientifiques où *experience* et *experiment* s'articulent de façon plus dynamique.

Mathias Béjean